



École de la Montée

PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE:

POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

Avril 2025



**École secondaire
de la Montée**

Pour information

École de la Montée

Téléphone :819-822-5444

© École de la Montée, 2025

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE:	1
PRÉAMBULE.....	4
INTRODUCTION	5
<i>CONFLIT, VIOLENCE OU INTIMIDATION?</i>	6
INFORMATION GÉNÉRALE	7
<i>CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT</i>	7
<i>INFORMATIONS SUR LE COMITÉ</i>	7
<i>ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)</i>	8
ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, ART. 75.1)	9
ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT).....	9
MESURES DE PRÉVENTION	11
COLLABORATION AVEC LES PARENTS	13
MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTÉ	15
<i>CONFIDENTIALITÉ</i>	18
ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE	19
ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE (SUITE).....	21
MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT.....	24
SANCTIONS DISCIPLINAIRES	26
SUIVIS ET AUTRES ACTIONS	28
SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES.....	28
AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL.....	30
RESSOURCES.....	31
AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES	31

PRÉAMBULE

L'élaboration du plan de lutte contre l'intimidation et la violence est une démarche qui fait partie d'un ensemble d'actions mises en place par l'établissement pour assurer un climat sain et sécuritaire. La prévention de la violence et de l'intimidation nécessite des actions en tout temps, qui passent notamment par une application constante et cohérente des règles de conduite et des mesures de sécurité adoptées par le conseil d'établissement.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique (LIP), ces règles de conduite doivent notamment prévoir:

- Les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l'élève;
- Les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l'intermédiaire de médias sociaux et lors de l'utilisation du transport scolaire;
- Les sanctions disciplinaires applicables selon la gravité ou le caractère répétitif de l'acte répréhensible;

Ces règles de conduite doivent de plus être présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents des élèves au début de l'année scolaire (LIP, art.76).

Ces règles de conduite, souvent présentées dans le code de vie de l'établissement d'enseignement, visent à établir les meilleures conditions de réussite possible et le bon fonctionnement de l'école. Elles établissent les manières attendues de se comporter au quotidien pour favoriser le vivre-ensemble (ex.: respect, civisme).

Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence vise quant à lui à mettre en place des moyens de prévenir la survenue de tout événement de violence ou d'intimidation, et à planifier les interventions à déployer lorsque survient malheureusement un tel événement.

Dans ce modèle de plan de lutte, le terme «instigateur» remplace le terme «auteur» plus largement utilisé, notamment dans les encadrements légaux. Le terme «instigateur» est ainsi utilisé dans le présent document sauf lorsque ceux-ci sont cités.

INTRODUCTION

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement d'élaborer un plan de lutte dont l'objectif est de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit:

- Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);
- Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);
- Le conseil d'établissement adopte, selon la forme prescrite par le ministre, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposé par le directeur de l'école;
- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1);
- Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'établissement d'enseignement et au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 83.1).

CONFLIT, VIOLENCE OU INTIMIDATION?

Conflit	Violence	Intimidation
<p>Opposition entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue. Le conflit peut entraîner des gestes de violence. Le conflit se règle par la négociation ou la médiation.</p> <p>“adapté de : Diane PRUD'HOMME, Violence entre enfants : casse-tête pour les parents, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008.”</p>	<p>Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).</p>	<p>Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art.13).</p>

Violence à caractère sexuel

La Loi sur l'instruction publique ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant :

La notion de violence à caractère sexuel s'entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur [RLRQ, chapitre P-22.1])

Violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle visant notamment à discriminer ou à exclure, exercée intentionnellement contre une personne, et explicitement liée à la couleur, l'origine ethnique ou nationale ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens. (Adaptée de la LIP, art. 13.1)

INFORMATION GÉNÉRALE

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom du CSS/CS	Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Nom de l'établissement	École de la Montée
Nom de la directrice ou du directeur	Sophie Chabot
Type d'enseignement	Secondaire
Nombre d'élèves	1796
Autres caractéristiques	École divisée en deux pavillons, IMSE = 8,
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	Engagement, respect, appartenance
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte	Diminuer le taux des élèves disant être victimes de violence verbale de 10 %. Augmenter le taux d'intervention des surveillants de l'école de 10 % pour aider au sentiment de sécurité.
Orientation du PEVR	Des milieux de vie sains, motivants et sécuritaires

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Nom du comité	PALVI
Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (LIP, art. 96.12)	Keven Laroche, directeur adjoint
Membres du comité (nom et fonction) (LIP, art. 96.12)	Alison Bailey, psychoéducatrice Richard Lamontagne, Responsable en encadrement - Pavillon LeBer Julie Bourbonnière, Responsable en encadrement - Pavillon St-François Nicolas Harvey-Tremblay, enseignant Karine Gagnon, enseignante Christine Labrecque, enseignante Geneviève Arel, enseignante Jean-Sébastien Bessette, enseignant

	Richard Denis, enseignant
Mandats du comité	<ul style="list-style-type: none"> - Rédiger des documents en lien avec le plan de lutte contre l'intimidation et la violence qui répondent aux besoins du milieu, notamment en ce qui concerne les exigences légales; - Communiquer l'information sur le plan de lutte à l'ensemble de l'équipe-école ou de l'équipe-centre; - Favoriser la mise en œuvre des mesures de prévention inscrites au plan de lutte; - Mettre en place une démarche en lien avec l'amélioration du climat scolaire; - S'assurer que les actions sont arrimées avec le projet éducatif de l'établissement d'enseignement.
Fréquence des rencontres du comité	<p>Au moins, 3 rencontres par années. 14 rencontres depuis sa fondation en 2022</p>

ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)

Envers l'élève victime et ses parents	<p>Moi, [Sophie Chabot, directrice] de l'établissement [École de la Montée] , je m'engage à m'assurer que les moyens seront mis en place, soit :</p> <p>Une communication rapide avec les parents; La mise en œuvre de mesures de soutien; Un suivi suffisant auprès de l'élève et de ses parents pour permettre de vérifier si la situation a pris fin.</p>
Auprès de l'élève instigateur et ses parents	<p>Moi, [Sophie Chabot, directrice] de l'établissement [École de la Montée] , je m'engage à m'assurer que les moyens seront mis en place, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une communication rapide avec les parents; - L'élaboration d'un engagement que doivent prendre l'élève et ses parents envers la direction de l'établissement en vue d'empêcher la répétition d'un acte d'intimidation ou de violence; - L'application de mesures d'encadrement et de sanctions disciplinaires en fonction du geste posé; - La mise en œuvre de mesures de soutien; - Un suivi suffisant auprès de l'élève et de ses parents pour permettre de vérifier si les engagements sont respectés.

ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)

ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)	
Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies	<p>Date de réalisation : du 11 au 29 mars 2024 Nombre d'élèves sondés : 1388 Nombre d'adultes sondés : 0</p> <p>Outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Questionnaire sur le Climat, bien-être et violence à l'école (QSVE-BE) en 2024<input type="checkbox"/> Autres outils ou données : Sondage maison en 2022
Constats dégagés lors de l'analyse de la situation actuelle	<p>Les forces:</p> <ul style="list-style-type: none">- Le personnel de l'école est mobilisé.- La majorité des élèves se sentent en sécurité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.- En général, les membres du personnel et les élèves aiment l'école.- Le code de vie est connu et accessible.- Les élèves reçoivent un accueil chaleureux au quotidien.- La surveillance est cohérente avec le code de vie.- La gestion de classe et le suivi des comportements sont bien pris en charge. <p>Les défis:</p> <ul style="list-style-type: none">- Amener les élèves à dénoncer davantage les situations de violence et se positionner davantage comme témoin actif responsable.- Poursuivre l'engagement du personnel dans les changements de pratique dans une optique d'éducabilité.- Diminuer l'incivilité et la violence verbale.- Former les nouveaux enseignants.- Faire un suivi de façon ponctuelle après que la situation soit réglée.
Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation	<ul style="list-style-type: none">- Augmenter le sentiment de compétence des membres du personnel en lien avec l'intervention lors de situation de violence.- Amener davantage les élèves à se positionner comme des témoins actifs responsables lors de situation de violence.- Assurer une continuité dans le milieu familial en partageant différents types d'information avec le parent et en sollicitant son implication auprès de son enfant.

- Poursuivre l'engagement du personnel vers les changements de pratiques dans une optique de bienveillance et de soutien au comportement positif.
- Informer le personnel sur les diversités sexuelles et de genre notamment les jeunes trans et non binaires. Et par le fait même, sensibiliser les élèves et le personnel sur l'homophobie et la transphobie.

Analyse de la situation au regard de la violence à caractère sexuel

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu</p>	<p>80% des élèves n'ont jamais été la cible de propos à connotation sexuelle; 3,9% des élèves ont noté avoir été victimes de 2 à 3 fois durant l'année scolaire. Pour ce qui est de gestes à connotation sexuelle, 88% des jeunes n'en ont jamais reçu et 2% ont été victime de 2 à 3 fois durant l'année.</p> <p>Ces statistiques tendent à diminuer avec l'âge des élèves. Il y a une légère hausse au premier cycle comparativement au deuxième cycle.</p>
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Travailler et mettre à jour le plan de surveillance stratégique. - Sensibiliser les élèves à l'ouverture des autres et aux impacts du partage d'images intimes. - Former et sensibiliser le personnel.

Analyse de la situation au regard de l'intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu</p>	<p>Selon les données recueillies dans le sondage, 4 % des élèves qui ont subi une violence de la part des pairs nous indiquent que cette violence est surtout reliée à leur origine ethnique ou leurs croyances religieuses.</p>
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Outiller les élèves pour qu'ils puissent réagir adéquatement lorsqu'ils sont témoins ou victimes d'actes de violence basés sur les motifs visés. - Sensibiliser les élèves à l'ouverture des autres et aux différences.

MESURES DE PRÉVENTION

Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)

Mesures de prévention visant à prévenir et à contrer toute forme d'intimidation ou de violence à l'école

Auprès des adultes :

- [Formation obligatoire](#) sur la violence, l'intimidation et les violences à caractère sexuel ([GIF](#))
- Passage primaire-secondaire
- Accueil des élèves (présence des répondants et des professionnels lors des premières semaines d'école) et des adultes (rencontre en début d'année).
- Activité d'intégration : suivi avec les répondants lors des premières semaines d'école pour tous les élèves, TES et psychoéducatrice, ODC (organisation des casiers), informer sur les ressources disponibles qui peuvent soutenir les élèves victimes de situation conflictuelle.
- Mise en place d'un protocole visant à contrer les types de violence et d'intimidation.
- Formation aux membres du personnel, notamment sur les types de violence vécue en classe ou hors classe et les réactions à privilégier lorsque nous en sommes témoins (Annexe 4 : Aide-mémoire – Adulte témoin) et « Arrêt d'agir en 5 étapes », atelier sur la bienveillance et le soutien au comportement positif.
- Collaboration avec le policier communautaire.
- Plan de surveillance stratégique : utilisation de caméras et augmentation de la surveillance intérieure et extérieure, disposition des surveillants à différents postes stratégiques, formation du personnel et régulation.
- Informations transmises de nos activités aux personnels de l'école.
- Sensibilisation auprès des parents sur les actions à poser dans les situations d'intimidation ou de violence et les informer sur les activités réalisées en classe auprès de leur enfant.
- Utilisation des courriels et des réseaux sociaux afin d'informer les parents sur les différentes activités.

Auprès des élèves :

- Activité annuelle obligatoire sur le civisme
- Animations faites en classe par différents acteurs tels que les psychoéducateurs, les TES et les enseignants sur le civisme-civilités, sur les types de violence, sur la différence entre "stooler" et dénoncer, et sur les réactions à privilégier lorsque nous sommes témoins de situations de violence afin de devenir un témoin actif responsable (apporter l'aide à la victime).
- Rencontre de médiation faite par différents intervenants auprès d'élèves et/ou membres du personnel vivant un conflit.

	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'activités rassembleuses renforçant le sentiment d'appartenance et le climat de bien-être.
<p>Mesures de prévention mises en place en lien avec la violence à caractère sexuel</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignement des contenus d'éducation à la sexualité (CCQ) • Diverses animations faites auprès des élèves par différents organismes tout au long de l'année (par exemple : homophobie (GRIS), santé mentale, cybercriminalité, partenaires dans la communauté...). • Interventions personnalisées faites en psychologie, psychoéducation ou éducation spécialisée selon les besoins individuels des élèves qui présentent une telle problématique. • Création d'un comité d'élèves alliés LGBTQ+ pour identifier des actions réalisées par, pour et avec les élèves en prévention de la violence (selon les besoins des élèves).
<p>Mesures de prévention mises en place en lien avec l'intimidation ou la violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers donnés aux élèves sur l'affirmation positive de soi et les réactions appropriées devant des propos ou des comportements discriminatoires. - Formation d'un comité interculturel. - Journée interculturelle. - Foire alimentaire des classes d'accueil.
<p>Autre information concernant les mesures de promotion et de prévention actualisées visant à prévenir la violence et l'intimidation dans l'établissement d'enseignement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Offrir de la formation afin de s'assurer que l'ensemble du personnel soit à l'aise d'intervenir dans les situations de violence. - Poursuivre l'engagement du personnel vers les changements de pratique dans une optique de bienveillance et de soutien au comportement positif.

COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75, al. 3, par. 3°)

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration (de manière générale)

- Document destiné aux parents expliquant le plan de lutte et la position de l'école, en précisant aussi les attentes par rapport au rôle du parent.
- Présenter le PALVI lors des rencontres de première secondaire.
- Aide-mémoire pour les parents d'élèves victimes, témoins ou auteurs de l'agression - --
- Informer les parents sur les modalités d'un signalement et leurs droits et devoirs.

Informations à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information	Date
Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	Présentation en début d'année, site de l'école.	2025-08-27
Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	PALVI, site de l'école	2025-08-27
Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	Agenda de l'élève et courriel aux parents du premier cycle	2025-08-28
Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21). Processus traitement des signalements et des plaintes	Courriel aux parents et site Internet du centre de service.	2025-09-24

Lors de situations d'intimidation ou de violence la communication par un membre de l'équipe-école est habituellement faite par le responsable en encadrement ou la direction, pour informer le parent :

- Des faits de l'évènement signalé (quoi, quand, où, avec qui, comment, etc.) ;
- Des interventions réalisées et à venir ;
- Des sanctions applicables (selon la situation s'il y a lieu) ;
- Du soutien offert à l'enfant à l'école ;
- Des attentes quant à leur implication pour favoriser la collaboration (rôle, aide dans la recherche de solutions ou de partenaires externes, etc.) ;
- Des modalités de communication éventuelles.

Violence à caractère sexuel

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion des encadrements légaux entourant les comportements et le consentement sexuels à l'adolescence (à l'aide d'un document du protocole d'intervention en cas de comportements sexualisés inadéquats et violences sexuelles de l'école). - Information sur le site Internet du centre de services scolaire.
---	--

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information
Un document informant de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 21).	Site Web du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke : Traitement d'une plainte - Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Un document présentant les coordonnées du protecteur régional de l'élève à qui la plainte doit être acheminée. Ce document, fourni par le protecteur national de l'élève, doit également expliquer qui peut formuler une plainte ainsi que les modalités d'exercice de ce droit (LPNE, art. 21).	Indiquer où ces informations sont disponibles dans votre milieu Site Web du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke : Traitement d'une plainte - Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer des communications bidirectionnelles avec les familles allophones. - Augmenter le nombre de rencontres de parents pour les classes d'accueil. - Travailler avec les interprètes du centre d'immigration. - Ajout d'une traduction dans les messages importants (vignette 10 langues).
---	--

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTÉ

Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence à l'établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)	
Modalités retenues pour effectuer un signalement	<ul style="list-style-type: none"> - Avec un adulte significatif. - Formulaire de signalement dans l'agenda – code QR et adresses courriel.
Stratégie de diffusion de ces modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre de début d'année avec les élèves et les parents. - Impression dans l'agenda des élèves.

Modalités retenues pour formuler une plainte	
En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte:	
Modalités retenues pour formuler une plainte	Stratégies de diffusion de ces modalités
Communiquer avec la direction adjointe ou la direction de l'école.	<ul style="list-style-type: none"> - PALVI en ligne sur le site de l'école; - Agenda scolaire.
En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence fait à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).	

Violence à caractère sexuel

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

- Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Il est aussi possible d'effectuer directement un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31):
 - À l'aide du formulaire en ligne: [Porter plainte à la suite d'une insatisfaction envers un service scolaire.](#)
 - Par téléphone ou texto : 1 833 420-5233
 - Par courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Autres modalités

Diffusion du protocole d'intervention; en cas de comportements sexualisés inadéquats et violences sexuelles.

La personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu'ils l'aient ou non rapportée à l'établissement d'enseignement ou au protecteur régional de l'élève. Les signalements et les plaintes adressés à l'établissement d'enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse:

Coordonnées de la DPJ	• 1-800-463-1029
Coordonnées du service de police	• 1-819-821-5555

Stratégies de diffusion de ces modalités

Inscrire le ou les lieux où le document est affiché dans l'établissement d'enseignement	Site Internet de l'école
Adresse du site Web de l'établissement d'enseignement s'il y a lieu	https://cssrs.gouv.qc.ca/ecoles-et-centres/ecoles-secondaires/montee/encadrement/encadrement-disciplinaire

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

- Assurer une diffusion personnalisée aux parents qui ont des enfants dans nos classes d'accueil.
- Profiter de la présence des parents lors des rencontres de début d'année pour transmettre cette information.

Stratégies de diffusion de ces modalités

Stratégies de diffusion de ces modalités

- Rencontre de parents des classes d'accueil;
- Rencontre de parents.

CONFIDENTIALITÉ

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°).

Mesures retenues pour assurer la confidentialité

- Limiter à l'essentiel la circulation des renseignements verbaux ou écrits.
- Partager seulement les renseignements nécessaires qui ne causeront pas préjudice à l'élève, et dont l'usage doit être justifié afin d'assurer son bien-être, sa sécurité et son droit au respect à la vie privée.
- Sensibiliser le personnel aux actions à mettre en œuvre pour assurer la confidentialité;

Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève instigateur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

Violence à caractère sexuel

Mesures de confidentialité* à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel

- Selon la volonté de l'élève, respecter la confidentialité concernant l'identité sexuelle de l'élève (sexe, genre, orientation), notamment en ce qui a trait à l'information transmise à ses parents
- Référer le personnel au protocole d'intervention; en cas de comportements sexualisés inadéquats et de violences sexuelles.

* Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse à la DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler à la DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41)

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de confidentialité à mettre en place lors d'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

S'il est nécessaire de faire appel à une tierce partie pour interpréter, s'assurer que la personne est à l'aise avec l'interprète mandaté.

ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°).

Actions qu'un élève témoin ou confident doit entreprendre	Actions que le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) doit entreprendre	Actions que la personne responsable du suivi (2e intervenant) doit entreprendre
<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remercier l'élève de nous informer de la situation : « tu as bien fait de venir m'en parler... ». - Le rassurer sur la prise en charge de la situation. - Lui demander de revenir nous voir s'il a besoin d'en parler à nouveau ou s'il a d'autres informations à nous communiquer. 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faire cesser la situation; 2. Nommer le comportement; 3. Orienter vers le comportement attendu; 4. Vérifier l'état des personnes impliquées et évaluer comment se porte l'élève victime; 5. Consigner et transmettre les informations (ex. : à la direction, à l'intervenant ciblé par l'école). 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre connaissance de la situation; • Assurer la sécurité des élèves impliqués; • Rencontrer promptement et séparément les personnes impliquées; • Faire une évaluation approfondie de la situation; • S'il s'agit de violence à caractère sexuel, voir les actions spécifiques indiquées dans la section suivante. • Contacter les parents pour les informer de la situation, après avoir considéré l'intérêt de l'élève directement impliqué; • Appliquer les mesures de soutien et d'encadrement ; • Faire un suivi à la personne qui a signalé la situation ; • Consigner les informations selon les consignes transmises par la Direction générale; • Au besoin, faire un signalement à la DPJ Aide-mémoire pour faire un signalement en protection de la jeunesse.

Direction de l'établissement :

Le directeur de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12).

Nom et coordonnées:

Patricia Fontaine
fontainep@cssrs.gouv.qc.a
819-822-5540 poste : 20303

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE (SUITE)

Violence à caractère sexuel

Actions à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté.

À noter : Les enfants de moins de 12 ans qui présentent des comportements sexualisés problématiques envers d'autres personnes ne sont pas reconnus comme des « agresseurs sexuels », autant sur le plan légal que sur le plan de leur développement psychologique, affectif et sexuel. Les différents types de comportements sexualisés s'adressent aux enfants de 12 ans et moins.

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2e intervenant)
<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remercier l'élève de nous informer de la situation : « tu as bien fait de venir m'en parler... ». - Le rassurer sur la prise en charge de la situation. - Lui demander de revenir nous voir s'il a besoin d'en parler à nouveau ou s'il a d'autres informations à nous communiquer. 	<p>Tout adulte au sein de l'établissement d'enseignement qui reçoit de l'information concernant une situation de violence à caractère sexuel doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Écouter l'élève et le laisser parler librement, en respectant son rythme et ses silences. - Ne pas chercher à diriger la discussion ni à questionner l'élève. - Au besoin, poser uniquement des questions ouvertes comme « Dis-moi tout sur... » ou « Parle-moi plus de... », en réutilisant les mots de l'élève (ex. : « Parle-moi plus de la personne qui t'a touchée là », « Dis-moi tout sur les jeux secrets »). - Rassurer l'élève quant à la prise en charge de la situation. - Ne pas promettre à l'élève de garder le dévoilement secret. - Faire comprendre à l'élève que pour assurer sa sécurité, l'adulte doit transmettre des informations à des personnes responsables d'assurer la sécurité des enfants et des adolescents (la DPJ). - Noter les mots de l'élève et ceux de l'adulte confident. 	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève. - Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12). <p><u>Actions à prendre lors d'un comportement sexualisé en milieu scolaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Se référer à l'arbre décisionnel de la fondation Marie-Vincent ou au professionnel de votre milieu. <p><u>Spécificités des actions à prendre lors d'un partage non consensuel d'images intimes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser le protocole SEXTO. <p><u>Actions à prendre lors d'un dévoilement d'abus sexuel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Se référer à la vidéo (10 min) Le dévoilement d'une agression sexuelle en contexte scolaire de la fondation Marie-Vincent.

	<p>- Aviser la direction de son établissement d'enseignement.</p> <p><u>Actions à prendre lors d'un comportement sexualisé en milieu scolaire :</u> Se référer à l'arbre décisionnel de la fondation Marie-Vincent ou au professionnel de votre milieu.</p>	
--	--	--

- Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après «LPJ»), tout membre du personnel scolaire a l'obligation de signaler sans délai à la DPJ toutes les situations visées par la LPJ qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels.
- De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai à la DPJ toutes les situations d'abus sexuels et d'abus physiques (LPJ, art.39 et 39.1).
- La confidentialité de l'identité des personnes qui font un signalement à la DPJ est assurée (LPJ, art.44).
- Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l'établissement d'enseignement doit informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques.
- Lorsque l'élève est âgé de moins de 14ans, elle en informe également ses parents et, lorsque l'élève est âgé de 14ans ou plus, elle peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art.96.12).

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus est constaté.

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2e intervenant)
<p><i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i></p>	<p><i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i></p>	<p><i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> - Remercier l'élève de nous informer de la situation : « tu as bien fait de venir m'en parler... ». - Le rassurer sur la prise en charge de la situation. - Lui demander de revenir nous voir s'il a besoin d'en parler à nouveau ou s'il a d'autres informations à nous communiquer. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faire cesser la situation; 2. Nommer le comportement; 3. Orienter vers le comportement attendu; 4. Vérifier l'état des personnes impliquées et évaluer comment se porte l'élève victime; 5. Consigner et transmettre les informations (ex. : à la direction, à l'intervenant ciblé par l'école). 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance de la situation; - Assurer la sécurité des élèves impliqués; - Rencontrer promptement et séparément les personnes impliquées; - Faire une évaluation approfondie de la situation; - S'il s'agit de violence à caractère sexuel, voir les actions spécifiques indiquées dans la section précédente. - Contacter les parents pour les informer de la situation, après avoir considéré l'intérêt de l'élève directement impliqué; - Appliquer les mesures de soutien et d'encadrement; - Faire un suivi à la personne qui a signalé la situation; - Consigner les informations selon les consignes transmises par la Direction générale; - Au besoin, faire un signalement à la DPJ Aide-mémoire pour faire un signalement en protection de la jeunesse.

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Écouter la victime, recueillir ses besoins; <input type="checkbox"/> Appliquer au besoin, des mesures de protection (ex. : gérer les déplacements). <input type="checkbox"/> S'assurer que chaque action concernant la victime est consentie. <input type="checkbox"/> Planifier des rencontres de suivi périodiques. <input type="checkbox"/> Offrir des ateliers individuels ou de groupe pour soutenir le développement des compétences sociales et émotionnelles (gestion des émotions, affirmation de soi, etc.). <input type="checkbox"/> Offrir du jumelage avec un pair. <input type="checkbox"/> Identifier, en accord avec l'élève victime, un lieu dans l'établissement où il se sent bien et auquel il pourrait, s'il le désire, avoir un accès privilégié. 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Faire un arrêt d'agir afin de planifier les mesures de protection à mettre en place. <input type="checkbox"/> Rencontre avant le retour de l'auteur de l'acte. <input type="checkbox"/> Planifier des rencontres de suivi périodiques. <input type="checkbox"/> Déterminer avec l'élève et ses parents, des engagements à prendre en vue d'empêcher la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence. <input type="checkbox"/> Offrir des ateliers individuels ou de groupe pour soutenir le développement des compétences sociales et émotionnelles (gestion des conflits, gestion des émotions, développement de l'empathie, etc.). <input type="checkbox"/> Offrir des activités permettant d'apprendre de façon détaillée les comportements attendus. <input type="checkbox"/> Obligation de rencontrer un intervenant durant un temps prédéterminé au moment de la journée où les gestes ont été posés (ex. : récréation, le midi). 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Prendre soin de leur sentiment de sécurité en prenant le temps d'accueillir leurs émotions et leurs pensées. <input type="checkbox"/> Les sensibiliser à leur rôle de témoin et à ses impacts. Explorer ce qu'ils auraient voulu faire, comment ils auraient pu le faire, etc. <input type="checkbox"/> Les sensibiliser à la notion de confidentialité : leur expliquer que leur témoignage doit demeurer confidentiel. <input type="checkbox"/> Offrir des activités leur permettant d'apprendre de façon détaillée les comportements attendus. <input type="checkbox"/> Planifier, au besoin, des rencontres de suivi périodiques.

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

Violence à caractère sexuel

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte de violence à caractère sexuel.

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Le soutien dont auront besoin les victimes de violence à caractère sexuel n'est pas nécessairement lié à la situation de violence en tant que telle. Les intervenants scolaires ont donc un rôle à jouer dans le soutien des élèves victimes afin d'assurer leur bien-être et leur réussite éducative.</p> <p>Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Offrir des rencontres individuelles de soutien, par exemple pour la gestion des émotions, de l'anxiété ou de l'insomnie. <input type="checkbox"/> Offrir des outils pour améliorer la concentration et la motivation scolaire. <input type="checkbox"/> Au besoin, diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes. <p>Des ressources spécialisées (ex. : centre d'aide aux victimes d'actes criminels [CAVAC], Centre d'expertise Marie-Vincent) peuvent être nécessaires pour assurer un soutien optimal aux élèves victimes et instigateurs. Une collaboration entre l'établissement d'enseignement et ces ressources pourrait être importante pour le cheminement des élèves, selon la situation.</p>	<p>Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Faire un arrêt d'agir afin de planifier les mesures de protection à mettre en place. <input type="checkbox"/> Rencontre avant le retour de l'auteur de l'acte. <input type="checkbox"/> Changement physique à l'intérieur de l'école (classe, casier...). <input type="checkbox"/> Offrir des rencontres individuelles visant la reconnaissance des gestes posés. <input type="checkbox"/> Offrir des ateliers individuels ou de groupe, par exemple sur la curiosité et l'exploration sexuelles saines, le consentement, les relations égalitaires ou la gestion de la colère. <input type="checkbox"/> Au besoin, diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes. <p>Des ressources spécialisées (ex. : centre d'aide aux victimes d'actes criminels [CAVAC], Centre d'expertise Marie-Vincent) peuvent être nécessaires pour assurer un soutien optimal aux élèves victimes et instigateurs. Une collaboration entre l'établissement d'enseignement et ces ressources pourrait être importante pour le cheminement des élèves, selon la situation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Évaluer les besoins individuels. <input type="checkbox"/> Offrir des ateliers individuels ou de groupe portant sur les relations saines et égalitaires. <input type="checkbox"/> Offrir des activités de sensibilisation et d'éducation adressées à l'ensemble des élèves concernés lorsque la situation est connue d'un grand nombre d'élèves au sein de l'établissement d'enseignement (ex. : un cas de partage non consensuel d'images intimes). <input type="checkbox"/> Offrir du soutien psychologique ou émotionnel à la personne qui a reçu un dévoilement et qui en sent le besoin.

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci- dessus.

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Se référer aux mesures de soutien et d'encadrements en ajustant le discours. Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sonder l'effet de la perception de l'élève, notamment en utilisant une formulation pour vérifier son vécu. <input type="checkbox"/> Rassurer l'élève en situant la position de l'école quant à la discrimination. 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Se référer aux mesures de soutien et d'encadrements en ajustant le discours. Voici des exemples d'interventions possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Accompagnement de l'élève pour l'amener à comprendre qu'une blague reposant sur des stéréotypes raciaux constitue un geste raciste qui a des conséquences négatives pour la personne visée. <input type="checkbox"/> À partir des idées préconçues ou des préjugés de l'instigateur, proposer un discours autre, une manière différente d'exprimer son point de vue en faisant abstraction des préjugés. 	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. Se référer aux mesures de soutien et d'encadrements en ajustant le discours.</p>

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

Sanctions disciplinaires possibles, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Exemples de sanctions disciplinaires

Gestes réparateurs en lien avec le geste posé et les attentes de l'élève victime, retrait de privilèges, retrait du groupe, remboursement ou remplacement du matériel, réflexion par écrit, travail personnel de recherche et présentation, retenue pendant ou après les heures de cours, suspension à l'école ou à l'extérieur de l'école et actualisation du protocole de retour de suspension, expulsion, plainte à la police, travaux communautaires.

Violence à caractère sexuel

Sanctions disciplinaires possibles, en cas de violence à caractère sexuel, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Une approche de responsabilisation et d'éducation est à préconiser auprès des élèves instigateurs d'actes de violence à caractère sexuel. Une approche éducative est d'ailleurs utilisée par les organisations spécialisées qui offrent des thérapies à ces jeunes et par le système de justice.

Consulter des ressources spécialisées afin de déterminer si une sanction disciplinaire serait bénéfique ou non pour un élève (ex. : le Centre d'expertise Marie-Vincent, les centres intégrés de santé et de services sociaux [CISSS] et centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux [CIUSSS]).

Exemples de sanctions disciplinaires

Gestes réparateurs en lien avec le geste posé et les attentes de l'élève victime, Retrait de privilèges, Retrait du groupe, Réflexion par écrit, Retenue pendant ou après les heures de cours, Suspension à l'école ou à l'extérieur de l'école et actualisation du protocole de retour de suspension, Plainte à la police.

Si des procédures légales ont été menées et qu'un élève a été reconnu coupable d'une infraction criminelle, l'établissement d'enseignement pourrait avoir à appliquer les mesures judiciaires imposées à celui-ci.

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Sanctions disciplinaires possibles, en cas d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

En raison du contexte des violences discriminatoires, il est important de rappeler le rôle de l'éducation.

Mener une analyse rigoureuse de celle-ci afin de bien évaluer la portée des sanctions.
 Lorsque cela s'y prête, et après vérification de l'accord de l'élève victime, la médiation et la réparation sont à prioriser.

Exemples de sanctions disciplinaires

Gestes réparateurs en lien avec le geste posé et les attentes de l'élève victime, Retrait de privilèges, Retrait du groupe, Remboursement ou remplacement du matériel, Réflexion par écrit, Travail personnel de recherche et présentation, Retenue pendant ou après les heures de cours, Suspension à l'école ou à l'extérieur de l'école et actualisation du protocole de retour de suspension, Expulsion, Plainte à la police, Travaux communautaires.

SUIVIS ET AUTRES ACTIONS

SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°).

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

- Consigner les événements;
- S'assurer que la situation a pris fin;
- Faire aux parents un suivi de la prise en charge de la situation;
- Informer les acteurs impliqués de l'évolution du dossier, dans le respect de la confidentialité;
- S'assurer du respect des engagements de l'élève instigateur et de ses parents, le cas échéant;
- Vérifier si les mesures de soutien et d'encadrement mises en place répondent bien aux besoins des acteurs concernés et faire les ajustements nécessaires, le cas échéant;
- Informer les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

Violence à caractère sexuel

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

- Même si l'évaluation initiale conclut que l'élève n'a pas de besoin immédiat après la situation, réévaluer ses besoins à différents moments ultérieurs (ex. : à l'aide d'observations des enseignants, en consultant l'élève directement).
- Informer l'élève et ses parents, si moins de 14 ans, de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques – Programme REBÂTIR (art 96.12)
- Fournir la liste de ressources pour les violences à caractère sexuel, au besoin (fiche à venir)
- Informer les élèves concernées et les parents, si moins de 14 ans, du processus de traitement des signalements et des plaintes ; (art. 96,12):

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

- Consigner les événements;
- S'assurer que la situation a pris fin;
- Faire aux parents un suivi de la prise en charge de la situation;
- Informer les acteurs impliqués de l'évolution du dossier, dans le respect de la confidentialité;
- S'assurer du respect des engagements de l'élève instigateur et de ses parents, le cas échéant;
- Vérifier si les mesures de soutien et d'encadrement mises en place répondent bien aux besoins des acteurs concernés et faire les ajustements nécessaires, le cas échéant;
- Informer les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.

Utilisation de termes neutres et factuels (description des comportements) afin de faciliter le maintien du dialogue.

AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

En plus des éléments prévus plus haut, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

[Formation en ligne diffusée par le ministère de l'Éducation sur la violence et l'intimidation](#), qui aborde notamment le signalement au DPJ et les obligations qui y sont rattachées.

Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de chaque région – « Formation pour le personnel scolaire Empreinte : Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel » (<https://www.programmeempreinte.com/fr/personnel-scolaire/>)

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel

- Présentation du protocole d'intervention en cas de comportements sexualisés inadéquats et violences sexuelles au personnel.
- Création d'un plan de surveillance stratégique en fonction des besoins du milieu;
- Baliser les rencontres entre membres du personnel et élèves (ex. : privilégier les endroits publics le cas échéant);
- Baliser l'utilisation des réseaux sociaux entre le personnel scolaire et les élèves.
- Favoriser les communications sur la plateforme du centre de service (TEAMS) ;
- S'assurer que les autres réseaux sociaux des employés de l'école soient protégés, exempt de photos et/ou de communications qui pourraient être jugées inadéquates. Nous suggérons de modifier votre nom afin de les rendre plus difficiles d'accès pour les élèves ;
- Les communications avec les élèves doivent être seulement en lien avec l'éducation (reprises, devoirs, travaux, absences, sorties scolaires...);
- Si vous recevez des informations personnelles ou alarmantes, vous devez :
 - o Informer la direction ou le responsable en encadrement.

RESSOURCES

RESSOURCES	<p>Pour dénoncer: jedenoncelintimidationstfrancois@cssrs.gouv.qc.ca jedenoncelintimidationleber@cssrs.gouv.qc.ca</p> <p>Outils-école: https://sainteclair.crs.saguenay.qc.ca/wp-content/uploads/2025/01/Trajectoire-traitement-evenement.pdf https://cssdlr.gouv.qc.ca/esdecouverte/wp-content/uploads/sites/2/2025/02/Annexe-Stopper-la-violence.pdf https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/intimidation/Feillet-violence-interculturelle.pdf</p> <p>Ressources pour les familles: https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/violences/intimidation/intimidation-ecole</p>
-------------------	---

AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

* Date d'adoption du plan de lutte par le conseil d'établissement (LIP, art. 75.1)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
Numéro de résolution	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
* Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement (LIP, art. 83.1)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
* Date de révision annuelle du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
Signature de la directrice ou du directeur	
Date	Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
Signature de la personne qui préside le conseil d'établissement	
Date	Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

